Le Conseil,

Vu le rapport du 7 septembre 1999, par lequel monsieur le président :

A - Expose ce qui suit :

Par délibération n° 1999-3901 en date du 19 avril 1999, vous avez approuvé le dossier de consultation des entrepreneurs relatif à l'aménagement des espaces publics aux abords du nouvel hôtel de ville de Limonest.

Cette opération entre dans le cadre des actions de revitalisation des centres-villes, entreprises par la Communauté urbaine.

Depuis, des études complémentaires ont été effectuées et il s'avère nécessaire de modifier le dossier de consultation des entrepreneurs auquel il serait rajouté un lot. La maîtrise d'oeuvre serait assurée par le bureau d'études E2CA et le coût global des travaux est évalué à 2 700 000 F TTC.

Ces derniers pourraient faire l'objet d'une consultation en marchés séparés sur appel d'offres ouvert, en application des articles 295 à 298 du code des marchés publics.

Ils seraient répartis selon les lots suivants :

- lot n° 1 : aménagement minéral,
- lot n° 2 : espaces verts, plantations,
- lot n° 3 : éclairage, électricité,
- lot n° 4 : fontainerie.

Monsieur le vice-président chargé des marchés publics a donné un avis favorable sur la procédure proposée le 30 août 1999 ;

B - Propose de délibérer comme suit ;

Vu ledit dossier de consultation des entrepreneurs ;

Vu ses délibérations n° 95-0052 du 25 septembre 1995 et 1999-3901 du 19 avril 1999 ;

Où l'avis de ses commissions domaine et administration générale et finances et programmation ;

DELIBERE

1° - Approuve le dossier de consultation des entrepreneurs qui lui est présenté.

2° - Autorise :

a) - monsieur le président à signer le marché de travaux qui en découlera ainsi qu'à accomplir tous les actes y afférents,

b) - la conversion en euro des éléments financiers du marché initialement établis en franc par la mise en oeuvre d'une clause contractuelle de conversion ou par la signature, entre les parties au contrat, d'un constat de convention applicable au plus tard le 1er janvier 2002.

3° - Décide que les candidatures et les offres seront examinées par la commission permanente d'appel d'offres créée par la délibération n° 95-0052 en date du 25 septembre 1995.

4° - Les dépenses seront prélevées sur les crédits inscrits au budget principal de la Communauté urbaine - exercice 1999 - comptes 231 510 et 458 132 - fonction 653 - opération 0203.

Et ont signé les membres présents,
pour extrait conforme,
le président,
pour le président,